

<b>Zeitschrift:</b>	Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen
<b>Band:</b>	69 (1978)
<b>Heft:</b>	15
<b>Rubrik:</b>	Pressespiegel = Reflets de presse

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion. Diese Rubrik resume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.

## Economiser l'énergie

C'est devenu un refrain que la presse et les ondes répètent très souvent et personne ne peut ignorer l'importance de ce problème. Lorsque, brusquement, la crise du pétrole a frappé de nombreux pays, nous avons ouvert de grands yeux étonnés car nous ne pensions pas qu'une telle chose pouvait arriver. Ce n'est d'ailleurs pas le seul domaine où nous enregistrons des surprises. Songeons, par exemple, au chômage qui paraissait, voici quelques années, banni de notre vocabulaire et qui s'est installé chez nous comme ailleurs.

L'énergie mène actuellement le monde et les responsables se sont dit qu'un manque aurait des conséquences incalculables. Aussi, sont venus de partout les conseils pour agir avec une grande prudence et pour inciter la population à économiser tout qui peut l'être.

Dans un récent exposé à Sion, M. de Coulon, de l'Office fédéral de l'économie énergétique, a beaucoup insisté sur la question.

Il a relevé qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale la Suisse – qui avait pris l'habitude de ménager au maximum des ressources – couvrait le 65 % de ses besoins en énergie indigène. En 1950, avec l'amélioration sensible du niveau de vie, avec une nette augmentation du parc automobile, les ressources indigènes ne couvraient plus que le 36 % de la consommation totale d'énergie. Ce pourcentage diminuait encore de la moitié en 1976.

Une conception pour la conception globale de l'énergie a été créée en 1974 et l'une des options est la recherche d'économies. L'on remarque immédiatement que l'économie a une influence sur l'environnement, vocable nouveau que l'on tient à protéger par tous les moyens.

Et l'on trouve toute une série de raisons qui militent en faveur de cette économie, notamment:

- équilibre des échanges avec l'étranger;
- rentabilité des investissements visant à ces économies, en tenant compte du coût du pétrole;
- création d'emplois par les investissements nécessaires à une utilisation plus rationnelle de l'énergie;
- source de découvertes ingénieries puisqu'il faudra trouver des systèmes de commande et de réglage nouveaux.

Pour que ces actions réussissent, il faut la collaboration complète de tous les secteurs, aussi du côté des autorités que du côté de la population. Cette dernière devra être informée et motivée pour consentir des sacrifices qui ne troubleront nullement sa quiétude. Bien souvent, des erreurs sont commises sans qu'il y ait volonté de le faire, par manque d'information.

Il ne s'agit pas, en effet, de simplement brandir le glaive de la menace de l'insuffisance de la production. Il faut également intéresser tout un chacun – puisque tout le monde est concerné – à ce problème d'une grande actualité.

L'énergie, d'ailleurs, ne fait pas seulement parler d'elle dans le domaine de son utilisation. Elle suscite maintes prises de position et il ne se passe pratiquement pas de week-end prolongé sans qu'une manifestation soit organisée, en un endroit ou l'autre du pays. C'est, comme de bien entendu, l'énergie nucléaire qui a les faveurs de ces oppositions publiques et toujours plus nombreuses. Cet atome qui peut faire tellement de bien ou tellement de mal est souvent le mal aimé des populations et cela se conçoit aisément: il a encore une aura d'incertitude, que l'on assimile volontiers à un danger, qui l'entoure. Aussi longtemps que cette notion de risque n'aura pas été diminuée, voire effacée, les oppo-

sitions se multiplieront. Ici, ce ne sont plus les problèmes propres aux économies de l'énergie que l'on soulève mais celui combien populaire de la menace que l'énergie nucléaire fait peser sur le monde.

Si nous tenons à tout prix à éviter de telles réalisations, et donner raison à ceux qui nous font très justement découvrir les risques, nous devons nous efforcer d'économiser au maximum l'énergie que l'on nous dispense actuellement. Ces efforts conjugués et multipliés par des milliers de personnes donneront certainement d'excellents résultats.

Chacun doit se sentir concerné et, en examinant la situation dans son propre entourage, doit trouver des solutions satisfaisantes pour que diminue la consommation d'énergie.

Ce sera déjà un grand pas de réalisé en attendant les conclusions de la commission fédérale et les directives que ne manqueront pas de nous donner ceux qui auront bien étudié le problème.

Robert Clivaz

«Journal de Sierre», Sierre, le 6 juin 1978

## Mit Gösgen gehen Gegner aufs Glatteis

Der spektakuläre Punkt des Energiekonzepts, das der Parteitag der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz (SPS) in der dritten Maiwoche in Basel verabschiedet hat, ist wohl die Verschärfung des vorgeschlagenen Moratoriums für Kernkraftwerke. Gleichzeitig ist er auch sein schwächster, denn er steht nicht einmal auf tönernen Füßen.

Das Moratorium sollte ursprünglich darin bestehen, dass sowohl für die noch nicht fertig gebauten wie auch die geplanten Schweizer Kernkraftwerke ein mindestens vierjähriger Bau- und Bewilligungsstopp verfügt werde. Verschärft wurde diese Forderung in Basel durch den Zusatz, dass auch das praktisch fertiggestellte Werk Gösgen in das Moratorium eingeschlossen werden soll. Mit diesem Konzept wird die Partei auch die Volksinitiative «Zur Wahrung der Volksrechte und der Sicherheit beim Bau und Betrieb von Atomanlagen» unterstützen.

### Mehr Sicherheit durch ein Moratorium?

Warum ist der Einschluss von Gösgen ein Gang aufs Glatteis? Nun, die Leute, die das Moratorium unterstützen, widersprechen sich selbst. Sie bekunden ihr Interesse an der Sicherheit dieses bisher grössten Schweizer Atomkraftwerks. Dagegen ist wirklich nichts einzuwenden. Aber ist das nötig? Der Sinn eines Moratoriums kann doch nur der sein, dass während seiner Dauer diese Sicherheit erhöht wird. Sicherheit umfasst dabei zum einen den Schutz der Bevölkerung vor der Strahlung, zum andern die sichere Beseitigung des Atommülls, der radioaktiven Abfälle aus einem Kernkraftwerk.

Die Anlage Gösgen entspricht, wie die Fachleute versichern, dem heutigen Stand der Technik. Weiter heisst es, Atomkraftwerke mit Leichtwasserreaktoren – Gösgen ist wie alle Schweizer Kernkraftwerke damit ausgerüstet – seien so ausgereift, dass es an ihnen auf viele Jahre hinaus nichts Wesentliches mehr zu verbessern gebe. In den vier oder mehr Jahren eines Moratoriums würde Gösgen zwar stillstehen und den Bauherren, überwiegend kantonale Kraftwerksgesellschaften, Unsummen kosten, die Sicherheit der Anlage jedoch würde nachher so gross sein wie zuvor.

Allerdings würde Gösgen während eines Moratoriums kein Uran verbrennen und daher auch keinen nuklearen Abfall produzieren. Wäre damit jedoch das sogenannte «Atommüll»-Problem gelöst? Keineswegs. Denn nicht nur würde Gösgen nach Beendigung des Moratoriums Abfall erzeugen, auch die drei bestehenden Schweizer Atomkraftwerke Mühleberg, Beznau I und Beznau II hätten während der Stilllegung Gösgens ja weitergearbeitet und ihrerseits Atommüll produziert. Vielleicht schwebt den Vätern des Moratorium-Gedankens vor, dass in den vier oder mehr Jahren sichere Abfalllager in der Schweiz (oder anderswo?) gefunden würden. Das mag sein, aber finden würde man diese Lager dann auch ohne den Gösgener Stillstand.

## Es geht nicht ganz ohne

Es hat also die Mehrheit der Delegierten am SPS-Parteitag durch Handaufheben «entschieden», welche Atomkraftwerke sicher sind und welche nicht. Mühlberg und Beznau sind danach sicher, denn ihnen ist kein Moratorium zugedacht. Gösgen, das modernere, so darf man folgern, ist es nicht. Wenn das nicht inkonsistent und widersprüchlich ist! Wenn schon, denn schon, sollte man meinen. Die Ausklammerung von Mühlberg und Beznau kann wohl nur als Eingeständnis dafür gewertet werden, dass ohne diese beiden Werke schon heute die Schweiz nicht mehr ausreichend mit Strom versorgt werden könnte. Damit aber gibt die SPS zur Spekulation Anlass, dass es ihr gar nicht um die Sicherheit der Atomanlagen zu tun ist, sondern nur um politischen Opportunismus: Dagegen zu sein ist modern und verheisst den Gewinn von Wählerstimmen. Ob diese Rechnung auch aufgeht, muss sich erst erweisen. Die Fachkompetenz und Aufrichtigkeit eines Bundespräsidenten Ritschard, dem die eigene Partei mit ihrem Beschluss in den Rücken gefallen ist, werden von den Wählern vielleicht doch höher eingeschätzt als die schaumschlägerische, aber eben luftblasenhaltige Haltung seiner «Genossen».

«Die Ostschweiz», St. Gallen, 3. Juni 1978

## Der Atomkasper

Dieser Beitrag ist jenen 40 336 Basellandschäftlern und 47 633 Baselstädtern gewidmet, die die kantonalen Atomverbotsinitiativen angenommen haben.

Die Wirtschaft, die war kerngesund,  
Der Franken rollte rasch und rund,  
Die Händler konnten handeln;  
Doch Strom bezog man gern von andern.  
Doch einmal fing er an zu schrei'n:  
«Ich will nicht Kernkraft! Nein!  
Ich brauch die Kernkraft nicht!  
Nein, ein Kraftwerk will ich nicht!»

Am nächsten Tag – ja sieh nur her!  
Da war die Wirtschaft schon geschwunden!  
Da fing er wieder an zu schrei'n:  
«Ich will nicht Kernkraft! Nein!  
Ich brauch die Kernkraft nicht!  
Nein, ein Kraftwerk will ich nicht!»

Am dritten Tag, o weh und ach!  
Wie ist die Wirtschaft krank und schwach!  
Doch als das Kraftwerk ward gebaut,  
Gleich fing er wieder an zu schrei'n:  
«Ich will nicht Kernkraft! Nein!  
Ich brauch die Kernkraft nicht!  
Nein, ein Kraftwerk will ich nicht!»

Am vierten Tage endlich gar  
Die Wirtschaft wie ein Fädchen war.  
Sie wog vielleicht ein halbes Lot –  
Und war am nächsten Tag bankrott.

Moggör

«Nebelspalter», Rorschach, 20. Juni 1978

## Kurzsichtige Energiepolitik

In einem kürzlich erschienenen Bericht der Internationalen Energieagentur (IEA) wird unter anderem die Energiepolitik unseres Landes nachhaltig kritisiert. Insbesondere werden ein klares Sparprogramm und eine erkennbare Substitution des Erdöls vermisst.

Die Agentur macht auch auf den sich abzeichnenden Erdölgangpass ab etwa 1985 aufmerksam. Die Schweizerische Energieversorgung beruht zu gut drei Viertel auf Erdöl, daher wird sich der stets näher rückende Engpass vor allem sehr stark auf unser Land auswirken.

Diese Tatsachen sind seit Jahren bekannt. Auch ist bekannt, dass Energie eine wichtige Lebensgrundlage ist. Aber was tun wir zu deren Sicherung? Nichts! Ja, wir sind sogar auf dem besten Wege, durch sonderbare Gesetzesänderungen anwendbare Substitutionsmöglichkeiten zu verunmöglichen. Die Ergänzung des

Atomgesetzes ist ein treffendes Beispiel. Da wird ein Gesetz so ausgeklügelt, dass es in der Praxis fast unmöglich wird, neue A-Werke zu bauen. Sicher, A-Werke sind kein Allheilmittel, um unsere Erdölabhängigkeit gänzlich abzubauen. Aber die einseitige Abhängigkeit kann doch vermindert beziehungsweise diversifiziert werden. Wir sind auf jede mögliche Alternative – und dazu gehört nun einmal die Kernenergie – angewiesen. Noch folgenschwerer wäre die Annahme der in einigen Monaten zur Abstimmung kommenden eidgenössischen Atominitiative. Diese verunmöglicht nicht nur den Bau weiterer A-Werke, sondern zielt darauf hinaus, auch die in der Schweiz seit Jahren mit Erfolg in Betrieb stehenden A-Werke stillzulegen.

Viele Leute sind heute gegen grosse A-Werke und setzen sich für eine dezentralisierte Energieversorgung ein. Jedes Haus soll eine eigene Energieerzeugungsanlage haben. Dabei sollen Sonne, Wind, Erdwärme, Dieselmotoren usw. ihren Teil beitragen. Auf den ersten Blick wäre dies sicher eine angenehme Lösung. Leider sind die technischen Voraussetzungen hierfür nicht gerade optimistisch zu bewerten. Die überaus hohen Investitionskosten seien hier gar nicht erwähnt.

Fährt die Schweiz aber im gleichen Stil weiter und verunmöglicht durch neue Gesetze Alternativlösungen zur Erdölversorgung, so wird es eines Tages vielleicht soweit kommen, dass der kleine Mann dannzumal unter den Versäumnissen der heutigen Energiepolitik zu leiden hat. Finanzkräftige Personen hingegen könnten vermutlich schon eine Sonnenenergieanlage oder etwas Ähnliches in ihr eigenes Haus einbauen, der weniger Bemittelte jedoch nicht.

Eine dezentralisierte Energieversorgung würde die Stufung im sozialen Gefüge also noch erhöhen. Es stellt sich unweigerlich die Frage, ob die Delegierten anlässlich der SPS-Tagung in Basel sich diese Problematik auch überlegt haben, als sie der Atominitiative zugestimmt haben?

Sr

Leserbrief aus «Fricktal-Bote», Frick, 21. Juni 1978

## Ist Kaiseraugst abgeschrieben?

Was passiert, wenn einer Kernkraftwerksgesellschaft mit einer Standortbewilligung die Rahmenbewilligung für den Bau des Werkes verweigert beziehungsweise die Standortbewilligung widerrufen wird? Diese Frage stand im Zentrum der ständeräthlichen Debatte über das Atomgesetz. Die Standortbewilligung gibt grundsätzlich kein Anrecht auf weitere Bewilligungen, sagen die einen; beim Widerruf einer Standortbewilligung beziehungsweise bei der Nichtgewährung der Baubewilligung sind die in guten Treuen gemachten Aufwendungen angemessen zu entschädigen, sagen die andern und stützen sich dabei auf entsprechende Entscheide des Bundesgerichtes.

Das Problem ist von grösster Aktualität, kann doch der Entscheid über eine Baubewilligung für Kaiseraugst nicht mehr allzulange hinausgeschoben werden. Von Kaiseraugst war denn auch in diesem Zusammenhang ausgiebig die Rede, obwohl Bundespräsident Willi Ritschard erklärte, eine «Lex Kaiseraugst» widerstrebe ihm, weil es nicht darum gehen könne, ein Gesetz zur Verhinderung von Kernkraftwerken zu machen. Einzelne – keineswegs kernenergiefeindliche – Ständeräte sagten aber offen, was andere vielleicht nur zu denken wagten: Eine grosszügige finanzielle Regelung dieses Problems könnte zu einem Verzicht auf Kaiseraugst führen und dies wiederum würde zu einer willkommenen Beruhigung an der Atomfront beitragen.

Der Ständerat entschied sich letztlich für eine grosszügige Regelung der Entschädigungsfrage. Ob und wie weit die Entschädigungsfordernungen in der Grössenordnung von mehreren hundert Millionen Franken zu zahlen sind, wird erst noch das Bundesgericht entscheiden müssen. Offen ist auch noch die Frage, wer sie letztlich zu zahlen hat. Bundespräsident Ritschard sprach in diesem Zusammenhang von einem dringlichen Bundesbeschluss über die Einführung eines allgemeinen Strompreisschlages zwecks Finanzierung solcher Forderungen, die wohl kaum einfach an den Sparern und Anlegern von Obligationen hängenbleiben können.

Es macht den Anschein, als ob man hüben wie drüben bereit wäre, Kaiseraugst zu opfern, wenn die Entschädigungsfrage be-

friedigend gelöst werden könnte. Ob sich ein solches Opfer politisch auszahlen würde, ist eine andere Frage, ebenso, ob es volkswirtschaftlich sinnvoll ist. Überhaupt wurde im Ständerat, wie auch schon im Nationalrat zuvor, nicht immer danach gefragt, ob die Revisionsvorschläge des Atomgesetzes sachlich gerechtfertigt und sinnvoll sind. Die ganze Vorlage ist schon eher politisch motiviert, und man bemühte sich im «Stöckli», die vom Nationalrat erarbeitete allgemeine Verständigungsbasis nicht in Frage zu stellen, wenngleich es nicht an Stimmen fehlte, die darauf hinwiesen, dass dieser und jener Vorschlag schlecht in unser staats- und wirtschaftspolitisches System passe.

Trotzdem ist das Resultat der Debatte im Ständerat recht eindrücklich. Die Vorschläge der vorberatenden Kommission haben die Ständeherren vollumfänglich und mit klaren Mehrheiten unterstützt. Bei den gegenüber dem Nationalrat geschaffenen Differenzen handelt es sich um Klarstellungen oder Verdeutlichungen im Interesse der Rechtssicherheit wie etwa bei der beschlossenen Bindung der Kantone und Gemeinden an die Rahmenbewilligung des Bundes, oder aber um verfahrensrechtliche Präzisierungen wie im Falle des etwas gekürzten Einwendungsverfahrens für jedermann.

Der Nationalrat wird es schwer haben, die stichhaltig begründeten, im Falle der geschaffenen Differenzen meist auch sachlich gerechtfertigten Beschlüsse des Ständerates einfach zu negieren. Das Atomgesetz ist trotz gewissen grundsätzlichen Fragezeichen eine echte Alternative zu der nunmehr von beiden Kammern des Parlamentes eindeutig abgelehnten Atominitiative. Um so unverständlicher ist die Tatsache, dass sich die Sozialdemokraten auch im Ständerat bei der Abstimmung über das Volksbegehren der Stimme enthalten haben. Die Zeit ist nun gekommen, dass alle Kreise mit offenen Karten spielen.

Markus Rohr

«Aargauer Tagblatt», Aarau, 14. Juni 1978

### **Das soll verstehen wer will ...**

Es stand in der Zeitung – und was in der Zeitung steht, muss ja stimmen! Im vergangenen Jahr haben wir Schweizer anstatt zwei Prozent Energie zu sparen, wie das nach Ausrechnung aller gescheiten Leute hätte sein müssen, sogar noch 2,2 % mehr verbraucht als im Jahr zuvor.

Dabei hatte uns doch Bundesrat Ritschard über die Zeitungen, über das Radio – wer erinnert sich nicht an Hans A. Traber und seine morgendlichen Energiesparsprüche im Radio – immer wieder mitteilen lassen, wie wir Energie sparen können (und ich nehme an, er hat Ähnliches auch der Industrie erzählen lassen). Wir haben also unsere Fenster mit Tesafilm verklebt, damit es nicht mehr zieht. Wir haben auf unsere schönen Pfannen mit Blümli verzichtet, weil jene ohne Blümli weniger Strom brauchen, wir haben die Wäsche der ganzen Familie immer sorgfältig eingesammelt, damit die Waschmaschine ausgenutzt ist ... wir haben unser hübsches, aber eher leichtes Hauskleid nicht mehr angezogen, weil wir bei 19 °C in einem dicken Pullover weniger frieren, und nun das!

Natürlich kann man annehmen, dass viele Leute sich einfach noch nicht darüber im klaren sind, dass alles Erdöl, das bisher so einfach in die Heizung geflossen ist – die Krise von 1973 schlägt sich ja nur in der Erinnerung an autofreie Sonntage nieder –, bis in wenigen Jahren sehr viel spärlicher fliessen und eines Tages versiegen wird.

Und jetzt kommt alles auf einmal: wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass wir offenbar nicht gelernt haben, zu sparen und dass wir auf neue Energieerzeuger angewiesen sind. Doch bis die Ausnützung von Sonne und Biogas so weit ist, bleibt uns vorläufig nur die Kernkraft. Das hat Bundesrat Ritschard während der Debatte über die Revision des Atomgesetzes dem Nationalrat genauso deutlich gesagt, wie uns vor einem Jahr, dass wir sparen müssen.

Dennoch will mancher auch jetzt noch nicht einsehen, dass wir die Kernkraftwerke brauchen. Dabei ist er ebenso wie ich auf den Schalter an der Wand und den Tank im Keller angewiesen. Und er will ebensowenig wie ich, dass zum Beispiel am Rhein mehr Wasserkraftwerke gebaut werden. Aber Bundesrat Ritschard und seinen Mannen will man offensichtlich auch nicht trauen, sonst müssten sie doch einsehen, dass der vorläufig rich-

tige Weg über Kernkraftwerke führt, von denen immerhin schon deren drei in unserem Land bisher ohne jeglichen Atom-Unfall in Betrieb sind.

Das soll verstehen, wer will: Ich habe mich entschlossen, Bundesrat Ritschard zu glauben, sonst stehe ich nämlich in zehn Jahren mit meinem zwar sparsamen, aber immer noch elektrifizierten Haushalt da und habe keinen Strom mehr, weder fürs Staubsaugen noch für die Waschmaschine, vom Öl für die Heizung ganz zu schweigen.

Helene

«Nebelpalter», Rorschach, 20. Juni 1978

### **L'avenir des frileux ...**

Dans le débat qui s'amorce sur l'énergie, et qui se passionne à l'excès, toutes sortes d'arguments sont lancés en totale méconnaissance de cause, particulièrement à l'endroit des centrales nucléaires. Et ce débat devient aussitôt houleux, à grand renfort de qualificatifs catastrophiques, tant les oppositions sont déjà marquées, tant les préjugés sont définitivement ancrés dans les esprits. Plus personne ne se renseigne sur l'énergie nucléaire, tout le monde, ou presque, s'acharne à la dénoncer d'emblée. Et nul ne relève un aspect fondamental du problème: l'urgente nécessité de trouver une alternative au pétrole, sous peine de subir bientôt les effets peu chaleureux d'une inévitable pénurie. Car il ne faudrait tout de même pas oublier que le pétrole n'est pas inépuisable sur cette terre et que, tôt ou tard, il manquera. Aussi s'agit-il, dès aujourd'hui, de quitter les passions, de retrouver la raison. Ne serait-ce que pour répondre à cette question: quelle alternative au pétrole? ...

Le pétrole, en effet, aura une fin. A ce propos, je voudrais citer un passage du petit livre de Jean-Claude Courvoisier, «L'Aube solaire»: «Après l'euphorie créée par la découverte du pétrole et de l'extraordinaire simplicité de son usage, l'humanité, qui apprend à faire des comptes, réalise avec stupeur que cela ne durera pas ... En effet, on découvrait naguère de nouveaux gisements de pétrole à un rythme plus rapide que l'or noir était consommé. Aujourd'hui, le rapport est inversé. Il faut bien se rendre à l'évidence. Même sans que les mal nantis émergent du trésor, celui-ci sera épuisé dans une génération.»

Alors quoi? ... le retour à la lampe à pétrole? Mais il n'y aura même plus de pétrole!

Vraiment il est indispensable que le débat sur l'énergie, sur les centrales nucléaires, sorte des slogans simplificateurs et se préoccupe d'une échéance inéluctable: le besoin de découvrir une alternative au pétrole.

Je sais bien que l'énergie nucléaire rencontre mille réticences et méfiances, mais je me demande si ces sentiments résultent d'une analyse objective de la situation. Tout me semble tellement passionné dans cette affaire que tout me paraît finalement faussé.

Pour ma part, je ne discute pas les dangers qui seraient inhérents à l'exploitation de cette forme d'énergie, inhérents surtout à la présence de déchets radio-actifs, je n'en discute pas car je n'en sais rien! Je ne suis pas compétent pour aborder cette facette de la question, mais je ne suis pas sûr que celle-ci fasse toujours l'objet d'appréciations compétentes. C'est pourquoi, je souhaite si fort un retour à la raison, et un terme aux passions. D'autant que les savants ne s'entendent guère sur les risques qu'entraîneraient l'existence et le stockage de ces déchets. Certains sont alarmistes, et d'autres sont rassurants. Louis Leprince-Ringuet, par exemple, déclare tout simplement: je n'ai pas peur! Et j'imagine que Leprince-Ringuet, de l'Académie française, connaît un peu mieux le problème que bien des manifestants professionnels.

Je n'ignore pas, je le répète, que d'autres spécialistes, d'autres experts, ne cachent pas leur inquiétude, sinon leur angoisse, face à la masse d'inconnues qui subsistent dans l'utilisation de cette énergie. Mais je constate, à la suite de Jean Rossel, qu'il s'agit d'un domaine complexe où se superposent dans un mélange difficilement déchiffrable des problèmes scientifiques, techniques, économiques, politiques et sociaux de la plus extrême importance». J'estime donc plus sage d'essayer de comprendre ce problème, au lieu de le dramatiser, de le politiser jusqu'à le rendre inintelligible.

Car je rappelle quel est l'élément primordial du débat sur l'énergie: il importe de trouver une alternative au pétrole. Dès lors, c'est ou bien, ou bien ...

Ou bien l'on rêve du bon vieux temps que l'on n'a pas connu, de la bougie et du soir au coin du feu; ou bien l'on recherche une énergie de substitution qui permette aux générations futures d'échapper à de pénibles réalités. Car le fameux «bon vieux temps» quelle misère et foi de grand-mère!

En conclusion, il importe désormais de raisonner avant d'agiter des banderoles qui ne résolvent rien. Il importe de réfléchir d'abord, de manifester ensuite, si nécessaire.

Et non pas l'inverse, si possible! ... sous peine de réservoir la pagaille en guise d'avenir. Surtout pour les frileux.

Roger Germanier

P.S.: puisque l'heure est aux vacances, je me permets de conseiller la lecture de deux petits livres, publiés l'un et l'autre par les Editions Pierre-Marcel Favre, à Lausanne: Jean Rossel, *L'enjeu nucléaire*, et Jean-Claude Courvoisier, *L'aube solaire*.

R. Germanier

«Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais», Sion, 9. Juli 1978

### Fragen zur Panne mit den Schweizer Atommüllfässern

Am letzten Wochenende ist in Holland ein mit Atommüllfässern beladener Güterzug routinemässig überprüft worden. Dabei hat sich herausgestellt, dass sechs der 206 Behälter mit radioaktiven Abfällen aus Beznau und Würenlingen leck waren. Sie hätten diese Woche in der Nähe der Azoren ins Meer versenkt werden sollen.

Die Fachleute können sich das Ganze nicht erklären. Besonders seltsam erscheint ihnen die Panne deshalb, weil die Fässer mit einer zusätzlichen, im Normalfall nicht üblichen Ummantelung versehen waren. Da von seiten der Fachleute immer wieder betont wird, bei der Beseitigung der Abfälle kämen erprobte Methoden zur Anwendung (für die schwach- und mittelschweren Abfälle werde eine sichere Endlagerung für 1000 Jahre angenommen) und die Schweiz verfüge in der sicheren Handhabung solcher Abfälle über eine 20jährige Erfahrung, stellen sich nun doch einige Fragen, von denen zwei herausgegriffen seien:

Wie sollen Fässer mit radioaktivem Atommüll 1000 Jahre lang in 4500 Metern Tiefe im Salzwasser ohne Leck bleiben, wenn sie nicht einmal den Eisenbahntransport nach Holland unbeschadet überstehen? Wie gedenkt die Atomindustrie mit schwierigeren Problemen fertig zu werden, wenn sie sich schon Pannen bei der Verpackung schwachaktiver Abfälle trotz der «20jährigen Erfahrung» und «erprobter Methoden» gemäss der Mitteilung des Instituts für Reaktorforschung «nicht erklären kann»?

Dieter Schindler, Ringwil

Leserbrief aus «Der Zürcher Oberländer», Wetzikon, 17. Juni 1978

### Atommüllfässer bleiben nicht 1000 Jahre im Salzwasser

Dieter Schindler (Ringwil) nimmt in seinem Leserwort vom 17. Juni im ZO an, die Atommüllfässer, die in den Atlantik geworfen werden, würden 1000 Jahre lang in 4500 Metern Tiefe im Salzwasser bleiben. Dem ist aber nicht so. Der Verfasser hat offenbar noch nicht gehört, dass es auf dem Meeresboden eine natürliche Ablagerung von Algen und anderen Stoffen gibt. Diesen Vorgang nennt der Meeresbiologe Sedimentation.

Bei unserer kürzlichen Besichtigung in Würenlingen erklärte uns ein leitender Forscher, die jährliche Ablagerung auf dem Grunde des Meeres betrage an den günstigsten Stellen mehrere Zentimeter, das heisst, dass sich jedes Jahr eine neue Schicht von

mehreren Zentimetern Dicke auf solchen Fässern ablagert. Die Folge davon ist, dass diese Fässer in wenigen Jahrzehnten völlig vom Schlamm zugedeckt werden. Später, wenn die Atommüllfässer meterhoch von Meeresschlamm zugedeckt sind, verhärtet sich diese Schicht, und das Salzwasser des Meeres hat keinen Zugang mehr zu den Fässern. Die Abfallstoffe geraten somit in das Sedimentgestein unter dem Meer, das heisst, alles wird petrifiziert. Die Verantwortlichen von Würenlingen und noch viele andere Wissenschaftler sind sehr zuversichtlich in bezug auf diese Methode. Selbstverständlich wird alles Erdenkliche vorgekehrt, damit die Fässer während vielen Jahren unversehrt bleiben. Das Eidgenössische Institut für Reaktorforschung (EIR) in Würenlingen macht die Sache auch nicht im Verborgenen, sondern orientiert jedes Jahr, wenn diese Versenkungsaktion stattfindet, die Presse darüber.

Was ich bis jetzt am Fernsehen und in der Presse gehört und gelesen habe über diese Art der Atommülllagerung, war ziemlich einseitig und eher tendenziös. Ich glaube nicht, dass ein ETH-Institut, wie das EIR in Würenlingen, es sich leisten kann und will, eine Ablagerungsmethode anzuwenden, die der Menschheit dereinst grossen Schaden zufügen wird. Die ETH hat bisher das Vertrauen der Mehrheit unseres Volkes genossen. Der Zwischenfall in Holland kann mir vorläufig dieses Vertrauen nicht rauben.

Richard Spoerri, Rüti

Leserbrief aus «Der Zürcher Oberländer», Wetzikon, 20. Juni 1978

### Sich ins Trockene setzen?

Ein weiterer Ausbau der Wasserkraftwerke sei «aus Gründen der Wirtschaftlichkeit und des Landschaftsschutzes nicht möglich», hieß es vor drei Jahren in den «Energiepolitischen Zielsetzungen», die der Verband schweizerischer Elektrizitätswerke (VSE) in Lugano verabschiedet hatte.

Nach nur drei Jahren liest man es nun plötzlich anders! Allerorts, vor allem auch in unserem Kanton, werden alte Kraftwerkprojekte aus der Schublade geholt. Dabei wäre die Energie-Ausbeute dieser geplanten Kraftwerke bescheiden bis äusserst bescheiden. Beispielsweise die beiden Ilanzer Kraftwerke, die eben als Plan der NOK präsentiert werden, würden im Jahresdurchschnitt ganze 275 Mio. kWh erbringen; dies sind 2,1 % der Jahresproduktion der beiden Kernkraftwerke Gösgen und Leibstadt und lassen sich im Vergleich zu den 11 000 Mio kWh der gesamten Energieabgabe der NOK kaum sehen.

Rechtfertigt es diese geringe Ausbeute, einmal die Glaubwürdigkeit der Elektrizitätswirtschaft, die heute in besonderem Masse auf die Gunst der Öffentlichkeit angewiesen ist, nach nur drei Jahren dermassen zu strapazieren? Und zum andern: Rechtfertigt diese minimale Ausbeute in einem Fremdenverkehrsland den Landschaftsschutz dermassen als «quantité négligeable» zu behandeln?

Gewiss, es ist leicht, von einer industriell übersättigten Unterländer-Region aus, anderswo einen optimalen Landschaftsschutz zu fordern, wenn man selber die Kosten dafür nicht zu bezahlen hat. Aber es muss doch andererseits in einem Kanton, der wie kein anderer auf den Fremdenverkehr als wichtigsten Wirtschaftszweig angewiesen ist, peinlichst überlegt werden, ob sich der Handel mit Wasserrechten bis zum «Endausbau», auf lange Sicht gesehen, wirklich lohnt.

Einmal in den Ruf einer «übergrenzten» Region gekommen, lässt es sich in einer Zeit, in der die Erholungssuchenden wie nie zuvor unverschandelte Landschaften aufzusuchen, kaum mehr zurückbuchstabieren. Man könnte dann eines Tages im doppelten Sinne des Wortes «auf dem Trockenen» sitzen!

pistorius

«Davoser Zeitung», Davos, 13. Juli 1978